



Le secteur social et médico-social se mobilise

COMMUNIQUÉ

L'ancien premier ministre avait annoncé que la prime Ségur de 183 euros mensuels serait versée à partir du mois de juin avec effet rétroactif au 1^{er} avril... Pour la CGT il était évident que cette prime devait être versée à l'ensemble des personnels du secteur.

Or à ce jour le projet est tout autre. Plusieurs personnels dont les assistant-es des services sociaux de l'Éducation nationale en sont tout simplement exclu-es ! Ne sont-elles-ils pas aussi celles et ceux qui accompagnent les enfants, les jeunes, les étudiant-es, les adultes en difficulté sociale ?

Nous nous rappelons les paroles de notre ministre Jean-Michel Blanquer lors de l'épidémie de COVID, nous remerciant pour notre travail et notre rôle essentiel au sein de l'Éducation nationale.

Néanmoins, ce sont seulement 50 postes qui sont créés pour le corps des infirmier-ères et des assistant-es du service social en faveur des élèves, pour la rentrée prochaine. Rien pour le service social des personnels.

Il est pourtant urgent que des moyens suffisants soient donnés aux services sociaux de l'Éducation nationale :

- pour garantir un accompagnement social digne de ce nom,
- pour que les personnels sociaux soient reconnus dans leurs fonctions et leurs missions,
- pour que cesse la dégradation de leurs conditions de travail.

La CGT Educ'action ne lâchera rien pour que l'ensemble des revendications des personnels sociaux de l'Éducation nationale soient satisfaites et appelle l'ensemble de ces personnels à faire entendre leurs voix et à rejoindre les mobilisations du 31 mai et 1^{er} juin.

Montreuil, le 25 mai 2022